

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
80	63	13

N° de séance : 39

Objet de la délibération : Observatoire
Territorial et Partenarial du Logement
Etudiant OTLE06 - Convention cadre -
Renouvellement

N° d'enregistrement : CC.2022.060

Date de convocation :
15 mars 2022

Date d'affichage
06 AVR. 2022

Date de réception en s/Préfecture

30 MARS 2022

Le Président certifie sous sa
responsabilité le caractère exécutoire
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet
d'un recours devant le Tribunal
Administratif de Nice dans un délai de
deux mois à compter de sa notification
ou de sa publication, soit par voie
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039
06050 Nice Cedex 1, soit par voie
électronique à partir de l'application «
Télérécour citoyens » accessible sur le
site de téléprocédures
<http://www.telerecours.fr/>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 mars 2022

L'an deux mil vingt-deux et le 21 mars 2022 à 16H00, le Conseil
Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles
L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités
Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré -
Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de mars,
sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Jean-Pierre DERMIT, Jean-
Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel
DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI,
Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert
HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul
ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle
MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique
GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS,
Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER,
Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Marie
ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY,
Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA,
Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth
DEBORDE, Laurence HARTMANN, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Aline
ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON,
Céline LAMBIN, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Joseph CESARO à Elisabeth DEBORDE, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Marie-
Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, François ZEMA à Aline ABRAVANEL,
Serge AMAR à Eric DUPLAY, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Carole
BONAUT à Nathalie DEPETRIS, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE,
Hassan EL JAZOULI à Yves DAHAN, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO,
Marion MUSSO à Catherine LANZA, Alain BERNARD à Alexia MISSANA, Xavier
WIK à Delphine CAROSI

ABSENTS :

Christophe ETORE, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres
en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du
Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été
désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame NASICA,

Face aux difficultés croissantes des étudiants en matière de logement, le réseau des associations des collectivités pour l'enseignement supérieur et la recherche a lancé en 2018 un appel à manifestation d'intérêt pour la création d'observatoires territoriaux du logement étudiant. La Métropole de Nice Côte d'Azur et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes (ADIL06) se sont déclarées co-candidates pour porter cet observatoire à l'échelle du département.

Sur les 30 territoires ayant répondu à l'appel à manifestation d'intérêt, 19 observatoires ont été labellisés le 8 avril 2019, dont l'Observatoire Territorial et partenarial du Logement des Etudiants des Alpes-Maritimes (OTLE 06).

L'objectif de cet observatoire, qui repose sur une gouvernance partenariale associant tous les acteurs locaux de l'enseignement supérieur, du logement et les EPCI, est d'identifier au mieux les besoins en matière de logement étudiant et de disposer d'une connaissance fine de la diversité de l'offre afin d'apporter une réponse optimale à la demande des étudiants maralpins.

Par délibération n°CC.2019.122 du Conseil Communautaire en date du 24 juin 2019, la CASA a approuvé la convention cadre avec l'OTLE 06 conclue pour une durée de 3 ans.

Pour la CASA, cet observatoire constitue un véritable levier pour orienter et éclairer la politique locale de l'habitat en intégrant la question de l'accueil des jeunes et des étudiants au cœur des politiques publiques d'aménagement et de développement du territoire.

Dans ce contexte, il est proposé de renouveler la convention cadre avec l'OTLE pour une durée de 3 ans sur la période 2022-2024.

Cette convention cadre fixe les conditions de fonctionnement et de gouvernance de l'OTLE. A cet égard, elle prévoit la mise en place d'un comité de pilotage comme instance décisionnelle, composé de trois collèges. Le collège « territoire » est composé de l'Etat et des représentants des EPCI des Alpes-Maritimes, dont la CASA.

Il est précisé que cette convention cadre ne prévoit aucun engagement financier de la CASA sur la période.

Vu la délibération n°CC.2019.122 relative à la convention cadre avec l'OTLE 06 pour la période 2019-2021 ;

Vu la délibération n°CC.2019.163 du Conseil Communautaire du 14 octobre 2019 relative à l'adoption du 3ème Programme Local de l'Habitat de la CASA ;

Vu la délibération n° CC.2020.148 désignant Madame la Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement en tant que représentante de la CASA au comité de pilotage de cet observatoire ;

Vu l'avis favorable du 3ème comité de pilotage de l'OTLE06 du 21 janvier 2022 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Habitat du 2 mars 2022 ;

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de la 2ème convention cadre entre la CASA et l'OTLE06, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document s'y rapportant ;
- de désigner Monsieur le Vice-Président délégué à l'enseignement supérieur, à la recherche et aux nouvelles technologies en tant que représentant suppléant de la CASA.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la 2ème convention cadre entre la CASA et l'OTLE06, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document s'y rapportant ;
- de désigner Monsieur le Vice-Président délégué à l'enseignement supérieur, à la recherche et aux nouvelles technologies en tant que représentant suppléant de la CASA.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 MARS 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

<p style="text-align: center;"><u>2^{ème}</u> <u>Convention cadre de l'Observatoire Territorial et Partenarial</u> <u>du Logement des Etudiants (OTLE 06)</u></p>

Entre :

- 1- L'Etat représenté par Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes ou son représentant,
- 2- L'Université Côte d'Azur représentée par son président,
- 3- La Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur représentée par le recteur délégué à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation,
- 4- Le CROUS NICE-TOULON représenté par sa directrice,
- 5- La Métropole Nice Côte d'Azur représentée par son Président habilité par délibération du conseil métropolitain du et dénommée ci-après Nice Côte d'azur,
- 6- La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par son Président habilité par délibération du conseil communautaire du et dénommée ci-après la CASA,
- 7- La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins représentée par son Président, habilité par délibération du conseil communautaire du et dénommée ci-après la CACPL,
- 8- La Communauté d'Agglomération de la Riviera Française représentée par son Président, habilité par délibération du conseil communautaire et dénommée la CARF,
- 9- La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse représentée par son Président, habilité par délibération du conseil communautaire du et dénommée la CAPG,
- 10- Action Logement services représentée par sa Directrice de Territoire Alpes-Maritimes,
- 11- Api-Provence représentée par son Directeur Général,
- 12- La Caisse d'Allocations Familiales représentée par son Directeur Général,
- 13- La Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur, représentée par son Président et dénommée CCI Nice Côte d'Azur ou CCINCA,
- 14- L'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes, représentée par sa Présidente, Madame Dominique ESTROSI-SASSONE et dénommée ADIL06.

Dénommés collectivement par parties ou partenaires,

Il a été convenu ce qui suit :

Le réseau des associations de collectivités pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche, composé de l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF), de l'Association des communautés de France (AdCF), de France Urbaine, de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) et de la Conférence des Présidents d'Université (CPU), en partenariat avec la Banque des territoires, et en lien avec les Ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et de la Cohésion des Territoires, a lancé en avril 2018 un appel à manifestation d'intérêt pour la mise en place d'observatoires territoriaux du logement étudiant. La Métropole Nice Côte d'Azur et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes se sont déclarées co-candidates pour porter cet observatoire à l'échelle du département.

Cet observatoire qui repose sur une gouvernance partenariale associant tous les acteurs de l'Enseignement Supérieur, du logement et des collectivités territoriales a pour objectif de mieux identifier et suivre l'évolution des besoins en matière de logement étudiant, de disposer d'une connaissance fine de l'offre et de sa diversité.

Cet observatoire vise à :

- Comprendre l'évolution des besoins et de l'offre et leur articulation avec ceux de l'Enseignement Supérieur, du territoire et des marchés du logement,
- Faire dialoguer des acteurs aux objectifs divers pour améliorer la coordination de leurs actions,
- Intégrer la problématique du logement étudiant dans les politiques locales de l'habitat.

Article 1 : Objet de la convention

La convention a pour objet de fixer les conditions de fonctionnement de l'observatoire territorial et partenarial du logement des étudiants.

L'ambition des partenaires est de faire entrer le logement étudiant dans les politiques locales de l'habitat. Ils se fixent également pour objectif de travailler avec les observatoires construits dans les territoires intrarégionaux.

Les parties conviennent de mettre en place deux instances : un comité de pilotage et un comité technique.

Article 2 : Le comité de pilotage

Le comité de pilotage sera l'instance décisionnelle qui procédera aux arbitrages stratégiques et aux orientations des études à conduire. Toutes les décisions seront prises à la majorité absolue des membres finançant l'observatoire.

Il sera composé de trois collèges :

- 1- Un Collège « Territoire » composé de l'Etat et des EPCI des Alpes-Maritimes,
- 2- Un Collège « Logement » composé du CROUS Nice Toulon, de la CAF 06, d'Api-Provence et de l'Observatoire de l'Habitat de la CCI Nice Côte d'Azur.
- 3- Un Collège « Etudiant » composé de l'Université Côte d'Azur, du rectorat et d'un représentant des associations œuvrant dans le domaine du logement. D'autres établissements d'enseignement supérieur pourraient participer à ce collège en fonction de l'évolution de l'organisation territoriale de l'enseignement supérieur.

Le comité de pilotage décide du nombre de réunions à mettre en place. Dans tous les cas, il se réunira à minima une fois par an.

Le comité de pilotage élira son président à la majorité des membres présents ou représentés pour une durée de trois ans.

Article 3 : Le comité technique

Le comité technique sera l'instance qui aura pour objet d'assurer le suivi de l'observatoire et de ses études. Il sera force de propositions et préparera les réunions du comité de pilotage.

Il sera composé des membres du comité de pilotage, des bailleurs sociaux et d'un ou de plusieurs représentants des professionnels de l'immobilier (Fnaim, FPI...).

Toutes les orientations seront prises à la majorité absolue des membres.

Il se réunira à minima 1 fois par an.

Article 4 : La maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de l'observatoire sera assurée par l'ADIL des Alpes-Maritimes conformément à l'objet défini par la présente convention.

Article 5 : Fonctionnement de l'observatoire

L'observatoire appartient au réseau national des observatoires territoriaux du logement étudiant. A ce titre, l'observatoire s'engage à satisfaire les prescriptions du cahier des charges (en termes de calendrier et de méthodes) relatif à l'obtention du label « OTLE », et à suivre les exigences méthodologiques définies par les membres du conseil scientifique en charge de ce réseau.

En particulier, l'observatoire procédera annuellement et prioritairement à la vérification de la base nationale Mission 60 000 sur son territoire, et à la collecte des données permettant de calculer les indicateurs nationaux (cf. liste en annexes). Il participera également aux rencontres et publications nationales du réseau des OTLE.

Article 6 : Relations avec les autres observatoires de la région Provence Alpes-Côte d'Azur

En tant que membre du réseau national des observatoires territoriaux du logement étudiant, l'observatoire est invité à collaborer avec les autres OTLE et, notamment avec les OTLE existants dans la région Provence Alpes-Côte d'Azur, afin de développer une approche concertée de la question du logement étudiant.

Dans ce but, l'observatoire contribuera à la démarche de réflexion et aux indicateurs régionaux, définis en concertation avec les autres OTLE de PACA, et participera aux rencontres et publications régionales.

Article 7 : Données mises à disposition de l'observatoire

7-1 : Terminologie

Pour la présente convention, il y a lieu de retenir les définitions suivantes :

« *Données collectées* » : données relatives aux territoires, aux logements, aux étudiants, aux établissements d'enseignement supérieur ou aux formations proposées, et collectées auprès des partenaires ou tout autre public après enquête de l'observatoire. Il peut s'agir de données brutes ou de données pondérées.

« *Données redressées* » : données collectées, contrôlées et enrichies par l'observatoire.

« *Résultats* » : résultats statistiques (notamment pourcentages, moyennes, indicateurs de dispersion, quantiles, etc.) calculés sur les données redressées.

7-2 : Engagements de l'observatoire sur le recueil et l'utilisation des données fournies par les partenaires

L'observatoire s'engage à :

- recueillir uniquement des données permettant de calculer les indicateurs nationaux, régionaux et de réaliser les études commanditées par les membres du comité de pilotage, notamment auprès des signataires de la présente convention et par tout moyen auprès du public et des autres acteurs présents sur les territoires et dans les sphères du logement, de l'enseignement supérieur et de la vie étudiante,
- utiliser et traiter les données ainsi collectées, enrichies et redressées de même que les résultats statistiques diffusés uniquement dans le cadre défini dans la présente convention,
- respecter la vie privée et le secret professionnel dans les conditions précisées par l'article 8 ;
- remettre à chaque partenaire fournisseur de données un certificat attestant de sa participation à l'observatoire.

7-3 : Engagements du partenaire fournisseur de données

Le partenaire s'engage à :

- transmettre à l'observatoire, sans contrepartie financière, l'ensemble des données décrites aux articles 7-1 et 7-2 dont il dispose, sans détermination a priori d'échantillon, pendant la durée de la présente convention,
- céder à l'observatoire le droit d'usage des données décrites aux articles 7-1 et 7-2.

7-4 : Transmission des données collectées à la Métropole Nice Côte d'Azur

Les données collectées par l'observatoire auprès des signataires de la présente convention seront transmises au Service observatoire et dynamiques métropolitaines de la Métropole Nice Côte d'Azur, co-candidate avec l'ADIL06 à l'appel à manifestation d'intérêt pour la création d'un observatoire du logement étudiant, dans le but de réaliser des études statistiques en interne sur son territoire. En retour, la Métropole Nice Côte d'Azur s'engage à respecter les obligations définies à l'article 8 en matière d'utilisation, de protection et de conservation des données.

7-5 : Transmission des données collectées aux autres partenaires et autres demandeurs

Les autres collectivités pourront demander à l'observatoire la communication des données brutes collectées sur leur territoire, sous réserve de l'accord écrit des fournisseurs de ces dernières et moyennant la signature d'une convention de transmission de données.

Les partenaires financeurs pourront également demander à disposer des données brutes se rapportant à leur champ d'action dans les mêmes conditions qu'évoquées précédemment pour les collectivités.

Les autres demandes de données à l'observatoire seront soumises à l'approbation des membres du comité de pilotage et devront faire l'objet d'une convention de transmission spécifique.

Article 8 : Respect de la vie privée et du secret professionnel

Les données sont collectées à des fins statistiques dans la poursuite d'un intérêt légitime par l'observatoire. Leur durée de conservation est de 10 ans avant archivage. Les éventuelles données d'identification sont supprimées le plus rapidement possible lorsqu'elles ne sont plus nécessaires et au plus tard dans un délai de deux ans.

L'observatoire s'engage à respecter les obligations en matière de protection des données personnelles, en particulier la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable depuis le 25 mai 2018). L'observatoire s'engage à ne diffuser à aucun tiers les données (collectées ou redressées) qui lui sont transmises, hormis dans les cas suivants :

- transmission au Service observatoire et dynamiques métropolitaines de la Métropole Nice Côte d'Azur telle que prévue à l'article 7-4,
- transmission aux autres partenaires de l'observation et autres demandeurs telle que prévue à l'article 7-5,
- transmission à l'observatoire national du logement étudiant, aux instances coordinatrices du réseau national des OTLE (l'AVUF et la FNAU) ou de la Mission 60 000 des données nécessaires à la vérification de la base Mission 60 000 sur les Alpes-Maritimes,
- transmission dans le cadre des obligations légales qui s'imposent à l'observatoire, à des fins uniquement statistiques (notamment aux Services Statistiques Ministériels dans le cadre de l'article 7 bis de la loi du 7 juin 1951).

Article 9 : Accès et communication des résultats de l'observatoire territorial et partenarial du logement des étudiants

L'observatoire territorial et partenarial du logement des étudiants sera totalement transparent tant du point de vue méthodologique que de sa communication.

Les résultats statistiques issus de l'observatoire seront mis à la disposition des partenaires de l'observatoire qui s'interdisent de les vendre sous quelque forme que ce soit.

Toute communication concernant les analyses et indicateurs issus de l'observatoire devra en mentionner la source.

Un niveau d'information minimum sera mis en ligne sur le site grand public de l'observatoire du logement qui sera mis en place par l'ADIL 06.

Par ailleurs, une publication annuelle sera diffusée par l'ADIL 06 à l'ensemble des partenaires de l'observatoire.

Les partenaires pourront solliciter auprès de l'ADIL 06 des analyses et études spécifiques, portant sur des thématiques ou territoires particuliers. Ces travaux supplémentaires pourront nécessiter de la part du demandeur un financement ad hoc, calibré en fonction de la nature des travaux à réaliser. Le calendrier des études complémentaires sera validé par le comité de pilotage.

Article 10 : Contribution des partenaires

Pour assurer le développement de cet observatoire, l'ADIL 06, qui en assure la maîtrise d'œuvre, sollicitera des subventions de fonctionnement auprès des partenaires qui répondront selon leurs possibilités.

Article 11 : Plan de communication des partenaires

Les parties s'engagent systématiquement à faire état de leur partenariat sur tous les supports de communication et lors de toute action de communication relative à l'observatoire partenarial et territorial du logement des étudiants.

Article 12 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de signature. Elle est reconductible de façon tacite pour la même durée, deux fois.

Article 13 : Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée à la demande de l'une ou de l'autre des parties.

Ces modifications mutuellement convenues s'intégreront alors à cette convention sous la forme d'avenants après leur approbation par les membres du comité de pilotage.

Article 14 : Résiliation de la convention

Chacun des partenaires peut demander, par lettre recommandée avec accusé de réception, et avec préavis de trois mois, la résiliation de la présente convention.

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'un de ses engagements, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par les autres parties sous 30 jours.

Article 15 : Droit de propriété intellectuelle

Chaque partie aux présentes conservera l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur ses propres logos, noms et marques ainsi que sur ses propres outils, documents, services, notamment sites WEB.

Il est ainsi précisé que l'utilisation du nom et du logo de chacune des parties ne pourra se faire que sur des documents élaborés en commun par les parties concernées et préalablement et expressément validés par chacune d'elles.

Article 16 : Juridiction compétente

Tout différent résultant notamment de l'interprétation et/ou de l'exécution des présentes, y compris les avenants éventuels, sera, à défaut de résolution amiable, soumis aux tribunaux compétents.

Article 17 : Election de domicile

Les parties déclarent faire élection de domicile en leur siège social respectif.

Liste des annexes :

- Liste des indicateurs nationaux 2021 à communiquer à l'AVUF et la FNAU

Annexe : Liste des indicateurs nationaux 2021 à communiquer à l'AVUF et la FNAU

ES1_NB_logCROUS	Nombre de logements en résidence universitaire gérés par le Crous (hors résidence historique)
ES2_NB_logBailleurs	Nombre de logements en résidence universitaire gérés par des bailleurs sociaux hors Crous
ES3_NB_logCiteU	Nombre de logements en résidence non conventionnés propriétés de l'Etat et gérés par les Crous - résidence traditionnelle Crous ou Cité U
ES4_NB_logService	Nombre de logements en résidence service (logements dédiés)
ES5_NB_logEcole	Nombre de logements en résidence école (logements dédiés)
ES6_NB_PLCROUS	Nombre de places en résidence universitaire gérée par le Crous (hors résidence historique)
ES7_NB_PLBailleurs	Nombre de places en résidence universitaire gérées par des bailleurs sociaux hors Crous (logements dédiés)
ES8_NB_PLCiteU	Nombre de places en résidence non conventionnés propriétés de l'Etat et gérés par les Crous - résidence traditionnelle Crous ou Cité U
ES9_NB_PLService	Nombre de places en résidence service (logements dédiés)
ES10_NB_PLEcole	Nombre de places en résidence école (logements dédiés)
ES12_NB_litFJT	Nombre de lits en FJT (logement à caractères social)
ES12bis_NB_litFJTétudiant	Nombre de lits ouverts aux étudiants en FJT (logement à caractères social)
ES13_NB_litfoyers	Nombre de lits foyers
ES14_NB_litInternats	Nombre de lits en internats
ES15_MIN_LOYER_Crous	Redevance minimum pour un logement 1 pièce en résidence universitaire gérée par les Crous
ES15_MAX_LOYER_Crous	Redevance maximum pour un logement 1 pièce en résidence universitaire gérée par les Crous
ES15_MED_LOYER_Crous	Redevance médiane (option) pour un logement 1 pièce en résidence universitaire gérée par les Crous
ES16_MIN_LOYER_Bailleurs	Redevance minimum pour un logement 1 pièce en résidence universitaire gérée par des bailleurs sociaux hors Crous
ES16_MAX_LOYER_Bailleurs	Redevance maximum pour un logement 1 pièce en résidence universitaire gérée par des bailleurs sociaux hors Crous
ES16_MED_LOYER_Bailleurs	Redevance médiane (option) pour un logement 1 pièce en résidence universitaire gérée par des bailleurs sociaux hors Crous
ES17_MIN_LOYER_CiteU	Redevance minimum pour une chambre en résidence non conventionnée propriétés de l'Etat et gérées par les CROUS – dites résidences traditionnelles Crous ou Cité U
ES17_MAX_LOYER_CiteU	Redevance maximum pour une chambre en résidence non conventionnée propriétés de l'Etat et gérées par les CROUS – dites résidences traditionnelles Crous ou Cité U
ES17_MED_LOYER_CiteU	Redevance médiane (option) pour une chambre en résidence non conventionnée propriétés de l'Etat et gérées par les CROUS – dites résidences traditionnelles Crous ou Cité U
ES18_MIN_LOYER_Service	Redevance minimum pour un logement 1 pièce en résidence service
ES18_MAX_LOYER_Service	Redevance maximum pour un logement 1 pièce en résidence service
ES18_MED_LOYER_Service	Redevance médiane (option) pour un logement 1 pièce en résidence service
ES19_MIN_LOYER_Ecole	Redevance minimum pour un logement 1 pièce en résidence école
ES19_MAX_LOYER_Ecole	Redevance maximum pour un logement 1 pièce en résidence école
ES19_MED_LOYER_Ecole	Redevance médiane (option) pour un logement 1 pièce en résidence école
ES21_MIN_LOYER_FJT	Redevance minimum pour une chambre en FJT
ES21_MAX_LOYER_FJT	Redevance maximum pour une chambre en FJT
ES21_MED_LOYER_FJT	Redevance médiane (option) pour une chambre en FJT
ES22_MIN_LOYER_Foyer	Redevance minimum pour une chambre en logement foyer
ES22_MAX_LOYER_Foyer	Redevance maximum pour une chambre en logement foyer
ES22_MED_LOYER_Foyer	Redevance médiane (option) pour une chambre en logement foyer
ES23_MIN_LOYER_Internat	Redevance minimum pour une chambre en internat
ES23_MAX_LOYER_Internat	Redevance maximum pour une chambre en internat

ES23_MED_LOYER_Internat	Redevance médiane (option) pour une chambre en internat
ES24_MED_LOYER_Diffus	Loyer médian d'une petite surface (T1) dans le parc diffus
ES25_NB_REFUSE_DEDIE	Nombre d'étudiants refusés pour cause de capacités atteintes ou sur liste d'attente en structure dédiée (Crous et résidence social) en septembre
ES26_NB_DEPART_CROUS	Nombre de départs dans les résidences universitaires Crous entre janvier et avril
ES27_NB_ARRIVEE_CROUS	Nombre d'arrivées dans les résidences universitaires Crous entre janvier et avril
ES28_NB_DEPART_Bailleur	Nombre de départs dans les résidences universitaires gérées par des bailleurs hors Crous entre janvier et avril
ES29_NB_ARRIVEE_Bailleur	Nombre d'arrivées dans les résidences universitaires entre janvier et avril
ES30_NB_DEPART_Ecole	Nombre de départs dans les résidences écoles entre janvier et avril
ES31_NB_ARRIVEE_Ecole	Nombre d'arrivées dans les résidences écoles entre janvier et avril
ES32_NB_étudDiffus	Nombre d'étudiants logés dans le parc diffus (hors résidence dédiée)
ES33_NB_étudColoc	Nombre d'étudiants logés en colocation
ES34_Nb_APL_Crous	Nombre de logements conventionnés à l'APL dans les résidences universitaires gérées par le Crous.
ES35_NB_APL_BS	Nombre de logements conventionnés à l'APL dans les résidences universitaires gérées par des bailleurs sociaux (ou associations agréées) hors Crous.

Fait à Nice, le XX XX 2022

En 14 exemplaires

Le préfet des Alpes-Maritimes

Le Président de l'Université Nice Côte d'Azur

Le Recteur délégué à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation,

La Directrice Générale CROUS Nice-Toulon

Le Président de la Métropole Nice Côte d'Azur

Le Président de la CASA

Le Président de la CACPL

Le Président de la CARF

Le Président de la CAPG

La Directrice Territoire Alpes-Maritimes d'Action Logement

Le Directeur Général d'API Provence

Le Directeur Général de la Caisse d'Allocations Familiales

Le Président de la CCI Nice Côte d'Azur Familiales des Alpes-Maritimes

La Présidente de l'ADIL des Alpes-Maritimes

Acte à classer**CC_2022_060****1**

En préparation

2En attente retour
Préfecture**3**

> AR reçu <

4

Classé

Identifiant FAST : ASCL_1_2022-03-30T16-42-07.00 (MI236544843)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220321-CC_2022_060-DE (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : Observatoire Territorial et Partenarial du Logement
Etudiant OTLE06 - Convention cadre - Renouvellement

Date de décision : 21/03/2022



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de competences par themes
8.5. Politique de la ville-habitat-logementActe : 99_DE-006-240600585-20220321-
CC_2022_060-DE-1-1_1.PDF

Multicanal : Non

Pièces jointes :

99_DE-006-240600585-
20220321-CC_2022_060-
DE-1-1_2.PDF

Type PJ : 99_DE - Délibération



Imprimer la PJ avec le tampon AR

Groupe émetteur de l'acte : TOUS

Classer

Annuler

Préparé

Date 30/03/22 à 16:42

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Transmis

Date 30/03/22 à 16:42

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Accusé de réception

Date 30/03/22 à 16:53